

En cette rentrée 2011, ce n'est pas de gaieté de cœur que les Personnels ont repris le chemin de leurs écoles, de leurs établissements ou de leurs services. Cette dernière année scolaire du quinquennat s'annonce en effet particulièrement éprouvante pour eux. Elle le sera aussi pour les élèves qui vivent, année après année, une dégradation mesurable de leurs conditions de scolarisation.

Les effets cumulatifs de quatre années de suppressions d'emplois à gros goulot, de modifications structurelles imposées, de réformes rétrogrades ou non abouties, de caporalisme malvenu affaiblissent notre École. Alors même que la crise qui s'enkyste exige de penser l'avenir, d'investir dans l'Éducation, notre pays la considère comme un fardeau.

Ainsi, depuis quatre ans, le tableau Excel des gestionnaires s'est substitué au tableau noir des pédagogues. Les Personnels ne se retrouvent pas dans une conception où tout se mesure à l'aune des économies. Le sens de leur métier leur échappe. Usés et désabusés, ils se sentent déconsidérés et cela d'autant plus que leurs conditions de rémunération ne tiennent pas les comparaisons internationales.

Ils se refusent à entrer dans un modèle en construction qui a pour objectif de changer la nature même de l'École. Un modèle où la concurrence, la performance, le management seraient les maîtres mots d'un système éducatif concurrentiel dans lequel l'éducation deviendrait un bien de consommation comme le montrent le développement des cours particuliers qui n'ont jamais été aussi florissants, et la scolarisation privée payante des enfants de deux ans qui vient d'apparaître dans l'académie de Lille.

Dans le même temps, ils perçoivent les limites d'un modèle républicain qui ne tient plus ses promesses et qui n'est plus en capacité d'offrir à chaque élève les voies de son épanouissement personnel et professionnel. Alors que, plongé dans l'angoisse de la crise économique et sociale, chacun veut le mieux pour ses enfants, l'École de la République peine à convaincre qu'elle est la solution.

Pour l'**UNSA Education**, notre système éducatif est à la croisée des chemins. L'Éducation est un droit. Il doit être garanti par l'État et relève d'une mission de Service Public. Il faut tout à la fois faire cesser l'hémorragie des emplois et refonder l'École de la République.

Ce n'est pas le choix fait par ce Gouvernement.

En effet, l'agence AEF a récemment confirmé que comme c'était prévu en juin (déclaration de François BAROIN) 14 000 emplois seraient supprimés à la rentrée 2012 dans l'Éducation Nationale. Cela représente notamment 12 250 suppressions d'emplois d'enseignants publics et 400 d'emplois administratifs, alors même que certains services ou établissements sont en situation de rupture.

Le 21 juin dernier, le Président de la République affirmait pourtant vouloir "sanctuariser l'école primaire" et s'engageait à ce que le nombre de fermetures de classes n'excède pas celui des ouvertures à la rentrée 2012. Pourtant, 5 700 disparitions d'emplois sont bien programmées. Cela se ferait notamment au détriment de l'enseignement spécialisé, donc des élèves en situation de handicap ou en difficultés scolaires lourdes. Dans les collèges et les lycées, les suppressions prévues aggraveraient des tensions déjà insupportables.

Dans le 1er comme dans le 2nd Degré, 1600 suppressions concerneraient les supports permettant aux étudiants de M2 d'accomplir leur stage en responsabilité qui sera réduit de six à trois semaines. C'est un pas supplémentaire dans la disparition du peu de formation en situation et l'aggravation de la mastérisation catastrophique voulue par Xavier DARCOS et fidèlement mise en œuvre par Luc CHATEL. De même, en dépit des discours officiels sur l'apprentissage des langues étrangères, 1200 postes d'assistants de langue devraient disparaître.

Une nouvelle fois, les choix budgétaires correspondent à un transfert masqué de moyens budgétaires au bénéfice de l'enseignement privé. 9 suppressions d'emplois d'enseignants sur 10 toucheront l'enseignement public. Scolarisant 16,9% des élèves, l'enseignement privé ne sera touché que par moins de 11% des suppressions. Cela représente, en ne tenant même pas compte des publics accueillis, un détournement de 747 emplois de l'enseignement public vers l'enseignement privé.

Dans ce contexte, la fédération **UNSA Éducation** renouvelle son appel à une mobilisation massive des Personnels pour défendre et promouvoir le Service Public laïque d'éducation dans le cadre de l'action unitaire interfédérale du 27 septembre prochain, pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.